

***l'Anti*capitaliste**

n°590 | 11 novembre 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

REMONTÉE DU COVID, FERMETURES DE LITS, PERSONNELS ÉPUISÉS



**NOTRE SANTÉ
EN DANGER**

**DU FRIC POUR
L'HÔPITAL PUBLIC**

Dossier

KANAKY

Pages 6 et 7

ÉDITO

Montebourg: dérive individuelle ou symptôme morbide?

Page 2

PREMIER PLAN

COP26: le compte n'y est pas!

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Soudan. Bras de fer contre le régime militaire

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des sages-femmes de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Montebourg: dérive individuelle ou symptôme morbide?

« **B**ravo Arnaud! » C'est ainsi qu'Éric Zemmour a salué, le 7 novembre, la proposition d'Arnaud Montebourg de « bloquer les transferts d'argent particuliers vers les pays qui ne nous aident pas à appliquer les obligations de quitter le territoire français ». Une proposition particulièrement dégueulasse, qui vise à s'en prendre directement aux solidarités entre les travailleurEs immigrés et leurs familles ou leurs proches restés dans les pays d'origine. Une proposition que l'on retrouve à l'identique dans le cahier « asile-immigration » du Rassemblement national publié en avril 2018: « En cas de refus de travailler conjointement à une politique migratoire acceptable, il sera instauré une réduction – voire une interdiction – des transferts de capitaux de la diaspora vers ce pays. »

Les pathétiques rétropédalages de Montebourg après le tollé suscité, à gauche, par ses propos, n'y changeront rien: le candidat auto-déclaré à la présidentielle braconne ouvertement sur les terres de Zemmour et Le Pen, énième symptôme de l'alignement progressif de l'ensemble du champ politique sur l'extrême droite et ses propositions réactionnaires. Symptôme également de la porosité manifeste entre le « souverainisme » des uns, le « patriotisme » des autres et, en bout de chaîne, le racisme le plus crasse. On notera d'ailleurs que parmi les responsables politiques qui ont cru bon de s'offusquer bruyamment des propositions de Montebourg en dénonçant, par exemple, « une mesure cruelle », on retrouve plusieurs aspirants gardes-frontières incapables de se prononcer pour la régularisation de toutes les sans-papiers et pour la liberté de circulation et d'installation, et donc pas à un paradoxe près.

L'« affaire » Montebourg n'est pas l'expression, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, de la « dérive » d'un individu, mais de l'extrême droitisation généralisée du champ politique et de ses effets sur ce que certains osent encore appeler « gauche de gouvernement ». Dans une telle situation, l'heure n'est pas aux tergiversations ou aux compromissions bassement électoralistes, qui ne feront que préparer le pire. Au contraire, c'est un internationalisme et un antiracisme décomplexés qui sont à l'ordre du jour; et sur ce terrain comme sur beaucoup d'autres, dans les mobilisations comme dans la campagne présidentielle, on ne lâchera rien!

À la Une

Contre tous les fachos, une candidature anticapitaliste et internationaliste!

Dans un climat politique nauséabond où l'extrême droite hyper-médiatisée impose ses thématiques, y compris à gauche, il est urgent d'imposer un discours anticapitaliste.

Racisme, sexisme, homophobie, antisémitisme... difficile d'échapper au matraquage médiatique qui continue de propulser le presque candidat Zemmour. Pas une journée ne se passe sans que sa dernière sortie raciste ne soit à la « Une » des médias, avec des éditorialistes qui la commentent, des journalistes qui somment les autres responsables politiques d'y réagir, et un énième sondage commandé dans la foulée, qui sera à son tour repris, commenté, etc. Le premier débat de la « primaire de la droite » était lui aussi marqué par la « zemmourisation », avec une surenchère raciste et réactionnaire, et des journalistes pas gênés de poser des questions sur le thème du « grand remplacement »... Mais si l'extrême droite se sent pousser des ailes, c'est que le climat politique lui est favorable. Une partie de ses idées est reprise par le pouvoir. Macron lui a déroulé le tapis rouge car il a intérêt sur le plan électoral à ce que l'extrême droite incarne l'opposition à sa politique pour l'agiter comme un épouvantail au second tour et pour pouvoir l'emporter. Il a ancré les thématiques les plus réactionnaires dans le paysage politique, à coups de détournement de la laïcité, de loi « séparatisme », de loi « sécurité globale ». Pour mater les résistances sociales, comme le mouvement des Gilets jaunes, il a renforcé l'appareil répressif, réduit les libertés dans une logique dangereuse propice à une dérive autoritaire et au fascisme. Les tribunes de militaires et manifestations de policiers (avec le soutien d'une partie de la gauche) sont autant



de signes annonciateurs de cette dérive mortelle.

Zemmour-Le Pen, des candidats au service du capitalisme

Marine Le Pen avait déjà usurpé le slogan, c'est maintenant Zemmour qui se prétend le candidat « anti-système ». Or son programme est totalement compatible avec le capitalisme et prépare des nouvelles attaques contre les travailleurEs. Car au-delà de ses discours racistes, sexistes et homophobes, c'est aussi le meilleur ami du patronat. Pour lui les salariéEs ne travaillent pas assez, il veut revenir sur les 35 heures, baisser les cotisations patronales, repousser l'âge de la retraite, s'opposer à l'augmentation des salaires et des minimas sociaux.

Quant au Rassemblement national, contrairement à ce qu'il prétend – y compris pour se démarquer de Zemmour, il n'est pas le défenseur des classes populaires qu'il cherche à diviser à coups de démagogie nationaliste. Pour lui, le seul coupable c'est l'immigréE, l'étrangerE, jamais les patrons qui fabriquent le chômage et la précarité pour se gaver de profits. Tous les deux participent d'une même offensive contre les classes populaires et constituent les deux versants d'un même projet. Marine Le Pen fait mine de s'offusquer de certaines propositions de Zemmour, mais son modèle politique, c'est le gouvernement raciste, sexiste, homophobe et autoritaire de Victor Orbán en Hongrie!

Pour un antiracisme et un antifascisme décomplexés

Focaliser sur l'immigration, l'islam, la sécurité, la protection des frontières, c'est stigmatiser, discriminer, et c'est aussi dévoyer les colères populaires pour qu'elles ne se retournent pas contre les vrais responsables. Pourtant, face à la crise sociale, démocratique et écologique, l'anticapitalisme n'a jamais été autant d'actualité. Il y a donc urgence à porter, lors de l'élection présidentielle, une candidature qui déplace le débat sur les préoccupations de notre camp social et mette un terme à cette insupportable offensive politico-médiatique des extrêmes droites qui nous conduit à la barbarie. Pour combattre Zemmour et Le Pen, il faut développer un discours antiraciste et antifasciste décomplexé, mais aussi s'attaquer à l'ensemble du système, car les réactionnaires se repaissent des désespoirs, des inégalités croissantes creusées chaque jour par les capitalistes. Pour répondre aux aspirations de millions de jeunes et de travailleurEs, il faut défendre des mesures qui répondent aux urgences sur le terrain social, de l'emploi et des revenus, de l'écologie radicale, des libertés démocratiques ou de l'égalité des droits, et défendre la nécessité de construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions. C'est ce que porte la candidature de Philippe Poutou à la présidentielle. Rejoignez-nous pour la soutenir!

COP26 Le compte n'y est pas!

Greta Thunberg a qualifié la COP26 de « célébration du blabla », répétant que l'on pouvait parler d'un échec. La gesticulation autour des émanations de méthane ou de la déforestation n'y changeront rien, ni les prétendues annonces de certains pays, comme l'Inde, le Brésil et l'Argentine, qui parlent d'engagements en hausse.

Les engagements de la COP21 (Paris 2015) qui étaient déjà largement insuffisants, ne sont pas respectés. Au rythme actuel de la baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES), le secrétaire général de l'ONU, Gutierrez, estime que nous allons vers un scénario à + 2,7 °C à la fin du siècle! Le désastre est bel et bien là, avec son lot annoncé de dérèglements climatiques et de catastrophes (incendies, inondations, submersions côtières, etc.), et les dirigeantEs du monde

capitaliste confirment qu'ils ne feront rien pour l'empêcher.

Glasgow dans la rue!

Dès le vendredi 5 novembre, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté contre l'incurie des gouvernements des pays paradant dans la capitale écossaise. Le 6 novembre, 100 000 personnes ont marché sous une pluie battante pour réclamer des mesures pour affronter la gravité de la crise climatique. À noter la présence de représentantEs de peuples

indigènes, directement menacés par la dévastation de leurs milieux de vie (lire p. 5). Partout dans le monde, à Londres, en Suisse, en Corée du Sud, en Australie, des dizaines de manifestations et de rassemblements ont porté la défiance du monde à la face de ses dirigeantEs.

Mobilisation: le compte n'y est pas!

Malheureusement, en dehors de Glasgow, le niveau des manifestations est resté très insuffisant. En

France, dans quelques villes, des manifestations significatives ont eu lieu (Toulouse, Rennes, Rouen, Caen, Nîmes), dans des villes plus petites ont eu lieu des rassemblements militants (Alençon, Metz...), mais souvent très nettement en deçà des manifestations du 9 mai. Le rassemblement de Paris a regroupé un millier de personnes...

« Pour le climat, marcher ne suffit pas! »

Le 9 mai dernier, nombre de manifestantEs s'interrogeaient sur le bien-fondé de marcher « pour une vraie loi climat ». Cette fois encore, certainEs ont remis en cause les modes d'action, comme à Rennes où des militantEs d'Extinction Rebellion (XR) scandaient « Pour le climat, marcher ne suffit pas! » Comme le début d'une prise de conscience, comme un appel à passer (ou à revenir) à des modes d'actions plus durs, comme les grèves

BIEN DIT

La moindre polémique Twitter devient un fait politique, à condition, bien sûr, qu'elle ait d'abord fait réagir Éric Ciotti, Valérie Boyer, Marine Le Pen, Jordan Bardella ou Éric Zemmour. En revanche, quand StreetPress révèle une vidéo dans laquelle des soutiens du polémiste tirent sur des caricatures de juifs, de musulmans et de Noirs, quelques rares voix s'élèvent dans la majorité, mais pas une seule du côté du gouvernement.

ELLEN SALVI (journaliste), Mediapart, 8 novembre 2021

Un monde à changer

AMNESTY INTERNATIONAL FERME SES BUREAUX À HONG KONG.

Le 31 octobre, le bureau d'Amnesty International à Hong Kong a fermé ses portes, l'ONG cessant ses activités. En cause : le durcissement de la répression et l'impossibilité pour Amnesty de continuer à travailler dans des conditions correctes et sans devoir s'autocensurer. Voici leur communiqué :

« Cela faisait 40 ans que nos équipes à Hong Kong œuvraient à la défense des droits humains dans la région. Aujourd'hui, nous prenons la douloureuse décision de fermer nos bureaux car face à l'intensification de la répression des autorités, il devient trop risqué de poursuivre notre travail sur place. Depuis que la loi hongkongaise sur la sécurité nationale est entrée en vigueur, il est devenu de fait impossible pour les organisations de défense des droits humains de travailler à Hong Kong librement et sans crainte de graves représailles de la part du gouvernement. Compte tenu de l'environnement répressif et de l'incertitude perpétuelle créés par la loi sur la sécurité nationale, il est impossible de savoir

quelles activités risquent de donner lieu à des sanctions pénales. Dans ce contexte devenu si instable, nous avons pris la décision, le cœur lourd, de fermer nos deux bureaux. Notre premier bureau – local – cessera ses opérations le 31 octobre, tandis que notre bureau – régional – mettra la clé sous la porte d'ici la fin de l'année. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale en juillet 2020, nous alertons sur le net recul des libertés à Hong Kong et la détérioration rapide de la situation des droits humains. Cette loi a fait augmenter les menaces qui pèsent sur la société civile hongkongaise. Nous avons analysé les risques qui pesaient si nous restions à Hong Kong. Les risques étaient trop élevés pour y maintenir nos bureaux. Il nous aurait été impossible d'y travailler librement. Nous étions face à un dilemme : d'un côté, nous voulions conserver nos bureaux pour être au plus près du terrain. De l'autre, nous n'étions plus en mesure d'assurer la protection de nos salariés et de nos militants. Si nous restions, le risque était de nous obliger à nous autocensurer, pour les protéger. »

REMONTÉE DU COVID-19

Le gouvernement n'a pas voulu anticiper

En France, mais aussi partout en Europe, le covid repart à la hausse. L'OMS en fait aujourd'hui l'épicentre de l'épidémie, et s'inquiète du risque de 500 000 morts supplémentaires en Europe cet hiver. Mais face à cette remontée prévisible, le gouvernement n'a pas voulu anticiper.

Pendant la période automnale, le couple humidité-baisse des températures favorise la persistance en aérosol du virus, alors que la pluie et le froid favorisent la vie en intérieur et ne poussent pas vraiment à ouvrir les fenêtres. Le variant delta est presque deux fois plus contagieux que son prédécesseur. Et si unE vaccinéE risquait 12 fois moins de transmettre le covid qu'unE non-vaccinéE (étude Pasteur), ce n'est plus que quatre fois moins avec le delta, même si la vaccination reste efficace à 90% face aux risques d'hospitalisation et de mortalité. Les conditions d'une reprise épidémique étaient connues. Et le gouvernement ne l'a pas anticipée. Avec le pass sanitaire, c'est même le contraire qui s'est produit. Même le très officiel comité scientifique s'est ému que le pass apparaisse « comme une protection absolue contre la contamination ».

Des chiffres pas si rassurants

En comparaison de certains pays européens peu vaccinés, où la mortalité explose, comme en Europe de l'Est ou en Russie (8000 décès en une semaine), le gouvernement français vante ses chiffres de vaccination. Mais

derrière les « bons » chiffres français se cache une réalité plus inquiétante. Alors que dans de nombreux pays européens, Autriche, Danemark, Espagne, Irlande, Islande, Malte, Norvège, Portugal, la couverture vaccinale frôle les 100% pour les plus de 80 ans, elle est de seulement 87% en France. Et c'est malheureusement dans cette tranche d'âge que l'incidence du covid augmente le plus. Le pass sanitaire, que nous avons critiqué aussi pour cette raison, n'a fait progresser la vaccination que de

quelques pourcents. Et c'est dans les quartiers les plus pauvres, les plus éloignés du système de santé, que les taux de vaccination sont les plus bas, alors que diabétiques, obèses ou hypertendus y sont les plus nombreux. Cette politique autoritaire a été bien incapable de vacciner tous ceux et toutes celles qui sont les plus fragiles face au covid, comme elle est bien peu efficace pour convaincre celles et ceux qui en ont réellement besoin et chez qui la baisse de l'immunité vaccinale est

d'ailleurs la plus rapide, personnes âgées, immunodéprimées, d'aller faire leur troisième dose... Si l'on ajoute à cela le scandaleux déremboursement des tests covid, qui rend plus difficile le suivi épidémique et l'isolement des malades, et les volte-face sur les masques en intérieur, plus indispensables, puis de nouveau nécessaires, tout faux pour le gouvernement !

L'hôpital public à l'agonie

Alors qu'il aurait fallu renforcer le système hospitalier face à la remontée hivernale attendue, la politique d'austérité et de restructuration s'est poursuivie. Les personnels épuisés fuient l'hôpital public pour sauver leur peau, perdant espoir que cela change un jour. 20% des lits sont fermés faute de personnels, 1300 élèves infirmierEs ont démissionné cette année. Alors qu'il n'y a pas eu de grippe l'an passé, le retour en force de toutes les maladies virales montre qu'il est probable qu'il n'en sera pas de même cette année. L'épidémie de bronchiolite fait déborder les services de pédiatrie. Face à la grippe associée au covid, il n'est pas sûr que l'hôpital soit en mesure de tenir ! Défendons l'hôpital public, une prévention et une vaccination bâtie avec les populations. Le pouvoir sur nos vies passe par le chemin des luttes, avec plusieurs dates de mobilisation dans la santé, sur lesquelles nous reviendrons prochainement.

Frank Prouhet

COVID-19 HAUSSE DES PATIENTS EN RÉANIMATION



CHARMAG

scolaires en avaient montré la voie. L'heure est bien à construire un mouvement de masse pour le climat, qui ne se contentera pas de marcher, qui remettra à l'ordre du jour la grève des jeunes pour le climat, mais peut être aussi les blocages, la grève des travailleurEs.

Un mouvement qui se cherche

Peut être est-il temps de provoquer des assemblées générales de salariéEs, d'étudiantEs, dans les quartiers, de discuter des actions et des objectifs d'un mouvement pour le climat à rebooster. En tout cas, partout s'est exprimée la volonté de cibler les responsables (Tours, Londres, Rouen, Lausanne), et les manifestantEs ont pointé la responsabilité des banques et des multinationales. Dans plusieurs villes ou régions, le lien a été fait avec des luttes locales (Rouen, Louviers) quand ce ne sont pas des

manifestations sur des questions locales qui ont tenu lieu de manif pour le climat (Montpellier). À noter, la très belle manif (2500 personnes!) à Mauzé-sur-le-Mignon, dans les Deux-Sèvres¹, contre les bassines.

Écosocialisme ou barbarie

Les slogans anticapitalistes ont encore été, ce samedi, très facilement repris par une grande partie des manifestantEs, mais ça non plus, ça ne suffit pas ! Le NPA, avec d'autres, trace la voie de la construction d'une alternative politique : le capitalisme ne résoudra pas la crise climatique dont il est responsable car le productivisme, l'extractivisme, la surconsommation sont consubstantiels de ce système. Crier qu'on déteste le système capitaliste, lors des marches climat ne peut plus suffire : l'heure est à l'engagement pour le renverser !

Commission nationale écologie

¹ Lire en pages 8-9.



CHARMAG

Le chiffre

40%

C'est le taux de croissance de l'indice du CAC40, à la bourse de Paris, entre novembre 2020 et novembre 2021. Du côté des actionnaires, on se félicite que des « records historiques » soient battus. Et du côté des jeunes et des travailleurEs, on trime toujours plus et la misère se développe. Mais cela n'a sans doute aucun rapport.



Agenda

Mercredi 17 novembre, soirée de soutien à Mimmo Lucano, Paris.

À partir de 18 h, bourse du Travail, salle Ambroise-Croizat, 3, rue du Château-d'Eau, M° République.

Samedi 20 novembre, journée de manifestations contre les violences faites aux femmes. À Paris, manifestation à 13 h 30 à République.

Samedi 27 novembre, manifestation contre les licenciements, Paris. À 14 h, ministère de l'Économie à Bercy. À l'appel des PPG et des TUI.

Samedi 27 novembre, manifestation contre l'extrême droite et le racisme, Paris. À 15 h, à M° Ménilmontant.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partiantcapitaliste.org

NO COMMENT

Je n'ai pas peur des mots, s'il faut parler de Grand remplacement, je parle de remplacement. [...] Certains n'osent plus dire ce qu'ils voient par peur du politiquement correct.

ÉRIC CIOTTI, débat des candidats LR, 8 novembre 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉFÉRENDUM Non à la participation de la Suisse à l'Europe forteresse!

Le mouvement **solidarités** s'engage à soutenir le « Référendum contre le financement de Frontex » par la Suisse lancée par une coalition menée par le **Migrant Solidarity Network**.

L'agence Frontex a été créée en 2005 et agit depuis lors comme l'institution meurtrière et bras armé de la politique migratoire criminelle de l'UE. Son budget a augmenté de 7 000 % depuis sa fondation, passant de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. D'ici 2027, l'agence devrait disposer d'un effectif de 10 000 officiers armés en plus de son équipement (bateaux, avions, véhicules, drones, matériel high-tech de contrôle, etc.) afin d'effectuer l'ensemble de ses opérations sur terre, mer et dans les airs. L'augmentation du budget et des effectifs de l'agence Frontex s'inscrit dans la politique raciste et sécuritaire de l'Union européenne de renforcer les frontières extérieures à travers l'agence afin de préserver l'espace Schengen.



DR

Politiques racistes, restrictives et coercitives

Frontex est de coupable de nombreuses violations des droits humains aux frontières de l'UE et d'avoir transformé la mer Méditerranée en un grand cimetière. L'agence est par exemple accusée de refoulements illégaux de réfugiés et migrants aux frontières. De plus, Frontex soutient activement l'expansion de la surveillance aérienne en Méditerranée, notamment par l'usage de drones, et la militarisation à ses frontières, alors que dans le même temps les missions officielles de sauvetage sont continuellement réduites. Les activités de Frontex s'inscrivent dans le narratif raciste de la migration en tant que menace.

Le Conseil fédéral [gouvernement suisse] soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. Le Conseil national a approuvé récemment un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027. De même, le Conseil fédéral, qui participe déjà à de tels engagements, devrait envoyer une quarantaine d'experts par an d'ici 2027. Ils seront déployés pour des durées de quatre mois ou de deux ans. Ce soutien des autorités helvétiques à Frontex fait partie intégrante des politiques racistes, restrictives et coercitives de l'État Suisse envers les réfugiés et migrants.

Nous inscrivons notre participation à ce référendum dans une volonté plus large de mettre en place des mesures pour faciliter les installations des réfugiés et migrants, en garantissant leurs droits démocratiques et socio-économiques en Suisse. Soutenez le référendum contre le financement de Frontex! La Suisse doit se désengager de Frontex! Personne n'est illégal!

Solidarités

solidarités

USA Les élections et les votes au Congrès mettent en difficulté les progressistes et les socialistes

Pour les élections, les Républicains ont fait campagne sur les thèmes de l'emploi, des impôts et contre l'enseignement du racisme dans les écoles. Et ils ont attaqué tous les Démocrates, les qualifiant de progressistes dépensiers, de socialistes et de laxistes en matière de criminalité. La défaite la plus importante du Parti démocrate a eu lieu en Virginie, où Biden avait remporté la présidentielle avec dix points d'avance. Le Républicain Glen Youngkin a battu le Démocrate Terry McAuliffe à l'élection pour le poste de gouverneur. Et dans le New Jersey, où les votes définitifs n'ont pas encore été comptabilisés, il semble que le gouverneur démocrate libéral Phil Murphy n'ait remporté l'élection qu'avec une poignée de voix d'avance seulement sur son rival républicain. Ces deux élections laissent penser que les Démocrates auront du mal à conserver leur majorité au Congrès lors des élections de mi-mandat l'année prochaine. Et elles pourraient présager d'un éventuel retour de Donald Trump à la présidence en 2024.

Plusieurs défaites électorales

Dans le même temps, plusieurs candidats progressistes ont été battus dans diverses élections et des propositions législatives progressistes ont été rejetées dans plusieurs villes. India Walton, membre de DSA, qui avait remporté la primaire démocrate pour la mairie de Buffalo, dans l'État de New York, a largement perdu la course à la mairie face à un démocrate modéré Byron Brown, car tout l'establishment républicain et démocrate, s'est retourné contre elle. À Seattle, deux membres progressistes du

Le Parti démocrate et en particulier les législateurs progressistes, y compris certains membres des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), sont sur la défensive après les élections de ce mois-ci et les votes au Congrès sur les projets soutenus par le président Biden.



DR

conseil municipal ont été battus parce qu'ils étaient favorables à une réduction du budget de la police ou qu'ils avaient pris des positions fermes contre le racisme. Et dans cette même ville, Nicole Thomas-Kennedy, qui affirmait la nécessité d'en finir avec la criminalisation de la pauvreté et du handicap afin de mettre en place des politiques permettant de réduire le besoin d'une police, a perdu l'élection au poste de procureure de la ville au profit d'un candidat de la loi et de l'ordre. À Minneapolis, la ville où, en mai 2020, la police a assassiné George Floyd, déclenchant les énormes manifestations contre le racisme, les électeurs ont voté non à un référendum sur la réforme du département de la police. La plupart des villes ont rejeté les réductions des budgets de la police et d'autres réformes.

Les Démocrates n'ont pas tous perdu. La plupart des grandes villes sont gouvernées par des Démocrates

(tout comme la plupart des États sont dirigés par des Républicains), et les progressistes (la gauche du parti démocrate) ont obtenu de bons résultats dans plusieurs d'entre elles. À Boston, Michelle Wu, décrite comme « une protégée progressiste de la sénatrice Elizabeth Warren », a remporté la course à la mairie, devenant ainsi la première femme racisée à occuper ce poste. À Pittsburgh, le progressiste Ed Ganey a remporté la course à la mairie, tout comme Justin Bibb à Cleveland.

Programmes sociaux rejetés

Les divisions au sein du Parti démocrate se sont accentuées. Au moment même où les élections se déroulaient, Biden tentait de faire passer ses deux programmes de 2000 milliards de dollars au Congrès, à savoir le projet de loi sur les infrastructures et la législation sociale progressiste du projet de loi « Build Back Better » (« Reconstruire en mieux »). Les deux projets de loi

étaient supposés passer ensemble au Congrès, dans l'espoir que le soutien bipartisan en faveur des infrastructures aiderait à faire passer le projet de loi sur les programmes sociaux. Mais après que les élus démocrates conservateurs ont paralysé le processus et réduit considérablement les budgets sociaux, les deux projets ont été séparés.

Joe Biden et la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, ont convaincu la centaine de membres du Caucus progressiste (qui regroupe les gauches des Démocrates) de se joindre aux modérés pour adopter le projet de loi sur les infrastructures. Au total, seuls les six membres de la chambre des représentants de la gauche démocrate connus sous le nom de « Squad » – Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Cori Bush, Jamaal Bowman, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib – ont voté contre le texte. Ces éluEs, dont plusieurs sont socialistes, ne font pas confiance aux Démocrates modérés pour soutenir les programmes sociaux de « Build Back Better ». Le Sénat ayant déjà adopté le projet de loi sur les infrastructures, le 5 novembre, la Chambre des représentants a voté en sa faveur, à l'exception de ces six Démocrates et, pour des raisons totalement différentes, de 13 Républicains. Dans ce contexte, les Républicains sont enthousiastes, et la gauche est sur la défensive au Congrès, dans les États et dans les villes.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

POLOGNE « Pas une de plus! »

Des dizaines de milliers de manifestantEs dans plus de 70 villes, les 6, 7 et 8 novembre ont, comme l'année dernière, exigé le droit des femmes de choisir, après la mort d'une femme enceinte dans l'hôpital de Pszczyna alors que les médecins attendaient que « le cœur de l'embryon cesse de battre ».

Avant perdu les eaux, Izabela s'est présentée à l'hôpital le 21 septembre. Les médecins ont constaté l'absence du liquide amniotique et confirmé les malformations congénitales du fœtus constatées auparavant, décidant d'hospitaliser Izabela et... d'attendre.

« Ma vie est en danger, et je dois attendre »

Les échanges de SMS entre elle et sa mère, rendus publics sur la chaîne TVN le 3 novembre, sont terribles : « L'embryon pèse 485 grammes. Pour le moment en raison de la loi anti-avortement je dois rester couchée. Et ils ne peuvent rien faire. Ils vont attendre qu'il meure ou que quelque chose [fausse couche] commence et sinon je peux m'attendre à un choc septique », écrivait Izabela à sa mère le matin de son hospitalisation. Et à la question de savoir s'ils lui ont donné quelque chose pour provoquer l'accouchement, elle répondait : « Ils ne peuvent pas. Ils doivent attendre que ça commence naturellement. Ou sinon, on attend que le cœur cesse de battre ». Le soir, dans un sms à sa mère : « Ils m'ont posé une perfusion parce que je tremblais



DR

à cause de la fièvre. J'étais à 39,9°C ». « Tragédie. Ma vie est en danger. Et je dois attendre ». Le 22 septembre à 7h39, Izabela était déclarée morte d'un choc septique. Jolanta Budzyska, avocate de la famille qui a rendu public le scandale le 29 octobre, expliquait dans une interview que l'erreur médicale « ne peut être considérée isolément de la décision prise par le Tribunal constitutionnel » qui a restreint encore les possibilités d'avortement en Pologne en octobre 2020. « Mme Iza et toutes les autres femmes dans

sa situation auraient été plus en sécurité si les médecins avaient eu à leur disposition, sans restrictions légales, davantage de méthodes de traitement conformes aux connaissances médicales actuelles. Aujourd'hui, [...] les médecins peuvent s'abstenir de prendre une telle mesure par crainte de leur responsabilité pénale. »

« Je pense, je sens, je décide! »

Depuis que la mort d'Izabela a été connue, d'autres tragédies similaires ont été rendues publiques par les familles. « Attendre la mort

de l'embryon dans l'utérus alors que l'on sait à l'avance qu'il ne survivra pas est désormais une pratique courante dans les hôpitaux. Je l'ai vécu moi-même », a écrit une journaliste. Les mobilisations pour les droits des femmes, qui l'an dernier avaient regroupé plus d'un million de personnes dans ce pays de 36 millions d'habitants, ont repris : « Pas une de plus! », « Je pense, je sens, je décide! », « L'avortement, c'est la vie! », scandaient les manifestantEs. Le gouvernement conservateur fondamentaliste a décidé de faire comme si rien ne s'était passé. « Les gens meurent, c'est la biologie [...] malheureusement les femmes meurent parfois lors des accouchements » a osé dire le nouveau chef de programmation de la radio officielle. Sa correspondante commentait les manifestations en disant « Les gens ne se laisseront pas manipuler comme le voudraient entre autres les cheffes de la Grève des femmes. Ces questions n'ont rien de commun avec la politique ni avec la décision du Tribunal constitutionnel. » Et le Parlement polonais a décidé de poursuivre l'examen d'un projet de loi présenté par les fondamentalistes catholiques qui définit les êtres humains dès le moment de la conception et fait ainsi de l'interruption de la grossesse un assassinat, passible d'une peine de 5 à 25 ans d'emprisonnement, et même de la prison à vie, tant pour les femmes que pour ceux qui les aident, fût-ce en leur procurant les pilules pour un avortement médicamenteux. Le bras de fer se poursuit.

Jan Malewski

SOUDAN Bras de fer contre le régime militaire

Le putsch du général Abdel Fattah al-Burhane pour stopper le processus révolutionnaire au Soudan semble avoir eu l'effet inverse. Dans tout le pays la résistance s'organise et elle engrange des succès. Ainsi les militaires se trouvent isolés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

C'est l'aile la plus radicale du soulèvement de 2019 qui organise la défense de la révolution. Au niveau politique, le Parti communiste soudanais, qui bénéficie d'une très vieille implantation dans le pays, connaît une seconde jeunesse. Fortement investi dans la lutte, il s'est prononcé contre l'accord de transition qui consacrait la dualité de pouvoir entre militaires et civils. Dès l'annonce du coup d'État, il a appelé à la grève générale dans l'ensemble du pays.

Du côté des organisations militantes de la société, l'Association des Professionnels soudanais décrète la désobéissance civile. Cette association fédère des organisations syndicales d'avocats, de médecins, d'ingénieurs, d'universitaires et d'enseignants du secondaire. Créée dans la clandestinité en 2012, elle a eu un rôle de premier plan dans la chute d'Omar al-Bashir et reste incontournable dans le combat contre le coup de force des militaires. Son appel a été entendu y compris parmi les hauts fonctionnaires qui n'ont pas été limogés. Les activités économiques du pays sont désormais au ralenti, les exportations de pétrole du Sud-Soudan sont stoppées.

Piliers et protecteurs de la révolution

En parallèle, un travail de mobilisation en profondeur contre le putsch est fait par les comités de



DR

résistance (Lijän al-Muqāwama). Composés essentiellement par des jeunes, ces structures basées dans les quartiers ont eu un rôle clef dans la révolution et représentent l'aile la plus radicale du mouvement. Leur expérience politique et leur savoir-faire contre la répression en font la bête noire du régime. Ces comités de résistance ont perduré après la révolution. Ils ont pallié les carences de l'État et assuré des fonctions municipales comme le nettoyage, les réfections des écoles ou des lieux culturels. Ils se sont occupés de la sécurité la nuit et ont veillé à éviter toute spéculation sur le pain ou les carburants. Dans certains cas, ils ont organisé des marchés solidaires vendant les produits de première nécessité à prix coûtant,

initiative salutaire pour beaucoup de Soudanais vivant dans la pauvreté. Cette nouvelle façon de faire de la politique, mélangeant civisme et militantisme politique, se rencontre dans d'autres pays d'Afrique. C'est le cas au Burkina Faso avec « le Balai citoyen » ou au Sénégal avec « Y'en a marre ». Ces mouvements ont pris une part décisive dans les mobilisations, que cela soit contre Blaise Compaoré ou Abdoulaye Wade, puis ils continuent, sous d'autres formes, leurs actions concrètes en faveur des populations. Ce sont des lieux où la jeunesse peut s'exprimer librement, particulièrement les jeunes filles. Elles ont conquis une légitimité dans la lutte politique d'autant plus qu'elle est renforcée par les

activités des organisations féministes. Regroupées au Soudan dans la coalition Mansam, ces organisations mènent la lutte pour le droit des femmes et tentent d'intégrer ce combat dans le mouvement populaire.

Un pouvoir acculé

La résistance ne faiblit pas et commence à marquer des points. L'incapacité du pouvoir militaire de Khartoum à enrayer les mobilisations populaires est désormais patente. La possibilité est envisagée que le Soudan connaisse une crise profonde comme ses voisins que sont la Centrafrique, l'Éthiopie, la Libye et le Sud-Soudan. Cela pourrait faire basculer la région dans une instabilité politique avec les risques sécuritaires inhérents. Les gouvernements occidentaux ne souhaitent pas prendre un tel risque. Les USA ont demandé au général al-Burhane de revenir en arrière, et font pression sur les soutiens extérieurs des putschistes. Ainsi l'Arabie saoudite et les Émirats se sont alignés sur la position étatsunienne.

Deux possibilités s'offrent aux putschistes : la fuite en avant, accompagnée d'une répression de grande ampleur ; ou une solution négociée défendue par les gouvernements occidentaux.

Les généraux semblent choisir la seconde option en libérant quatre anciens membres du gouvernement. Ils se disent même prêts à accepter de nouveau Abdallah Hamdok comme Premier ministre. Mais cette idée est rejetée par la rue qui veut un pouvoir « madaniyya », c'est-à-dire totalement civil.

Paul Martial

ÉTHIOPIE Les armées s'affrontent, les peuples trinquent

La guerre fait rage dans le nord de l'Éthiopie depuis un an, opposant, d'une part, les forces du FLPT (Front de libération populaire du Tigré) et, d'autre part, celles du gouvernement éthiopien, dirigé par le Premier ministre Abiy Ahmed.

Les Tigréens représentent 6 millions d'habitants sur les 115 millions que compte l'Éthiopie, grande comme 11 fois la France. Cela n'a pas empêché le FLPT de diriger l'ensemble du pays de 1991 à 2018, après la chute du régime DERG (Gouvernement militaire provisoire) qu'il a largement contribué à faire tomber, contrôlant après la prise du pouvoir 90 % des forces armées et la totalité des services de renseignements. Il a aussi pratiqué un fort interventionnisme étatique dans le domaine économique. Cela a permis une croissance de 11 % entre 2002 et 2007 et l'attraction des investissements étrangers (IDE) qui se sont montés jusqu'à 4 milliards de dollars en 2017 (chinois, américains, saoudiens, mais aussi indiens). Ces IDE représentaient 23,5 % du PIB éthiopien en 2006.

Paysage politique recomposé

Le départ du pouvoir du FLPT, membre d'une coalition de partis, suite à trois années de contestation de la part des ethnies amhara et oromo, formant la majorité de la population, a été accompagné par une recomposition du paysage politique du pays sous la houlette du Premier ministre actuel, oromo lui-même, qui a en particulier signé la paix avec l'Érythrée, avec laquelle le gouvernement précédent avait été en guerre.



DR

Cela a permis dans un premier temps de prendre le Tigré en tenaille, quand celui-ci s'est opposé au gouvernement central, en novembre 2020. Mais le retrait érythréen, en avril 2021, a permis la reconquête du Tigré par ses dirigeants dès juin 2021, puis son avancée en direction de la capitale, coordonnant ses mouvements avec d'autres composantes oppositionnelles avec lesquelles il a formé le 5 novembre dernier le Front uni des forces fédéralistes et confédéralistes éthiopiennes avec sept autres formations politiques, destiné à abattre le gouvernement en place et son armée.

Ce revirement de la situation n'est pas seulement dû au retrait érythréen, il est également lié aux frustrations de la population amhara, ainsi que d'une partie des Oromos. Les difficultés économiques n'ont fait qu'envenimer les choses. Les forces tigréennes sont maintenant à 400 kilomètres d'Addis-Abéba, comme en 1991, avant leur offensive finale. Les diplomates étatsuniens ont appelé leurs concitoyens à quitter le pays. Ce conflit interne à l'Éthiopie a déjà causé un grand nombre de victimes, et des exactions, principalement à l'encontre de civils, des destructions et la famine dans les régions ravagées par la guerre. Celle-ci se fait au profit de dirigeants avides de pouvoir. La population n'a rien à attendre d'eux, car dans tous les cas, quelle que soit l'équipe aux commandes, celle-ci n'agira que pour son profit propre.

Pierre Mattei

PEUPLES INDIGÈNES DU BRÉSIL

« Il n'y a pas de solution à la crise climatique sans nous »

L'Articulation des peuples indigènes du Brésil (APIB — Articulação dos Povos Indígenas do Brasil), avec toutes ses organisations de base, a réuni la plus grande délégation de dirigeants indigènes brésiliens de l'histoire pour la Conférence sur le climat (COP26).



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

du Cerrado et des zones humides du Pantanal. Selon l'APIB, malgré cette situation, les fonds d'investissement continuent de soutenir financièrement l'appât effréné du gain qui détruit la planète. Bien qu'elles soient responsables de la protection de la majeure partie du patrimoine forestier mondial et, par conséquent, de la capacité à stocker plus de 293 gigatonnes de carbone, un tiers des terres indigènes et communautaires de 64 pays sont menacées en raison de l'absence de délimitation territoriale précise.

« Faire face aux intérêts économiques prédateurs »

Le Brésil, qui était à l'origine une terre entièrement indigène, ne réserve aujourd'hui à ses populations indigènes que 13,8 % du territoire du pays. Or cette portion du territoire a été la plus préservée au cours des 35 dernières années, représentant moins de 1 % de la déforestation au Brésil durant cette période. Ce pourcentage ne représente toutefois pas toute l'étendue des forêts protégées par les peuples indigènes. Selon l'APIB, en plus

de la paralysie de la délimitation des terres indigènes, les territoires traditionnels déjà délimités sont fortement menacés par le pouvoir, dans une tentative anticonstitutionnelle de nier la présence traditionnelle des peuples indigènes dans le pays, et l'occupation de leurs terres bien antérieure à la formation de l'État brésilien. La délégation [a souligné] : « Nous allons à Glasgow pour alerter une fois de plus le monde. Et à cette occasion nous le ferons avec une gravité encore plus grande : le genre humain est en train de nous conduire nous tous vers le chaos et la mort ! Notre mère la Terre est épuisée. L'avenir de la planète et des espèces qui l'habitent dépend de notre capacité commune de coopération : pour défendre et renforcer les peuples indigènes et les communautés locales, pour garantir la sécurité des territoires traditionnels face aux intérêts économiques prédateurs, et pour créer ainsi que promouvoir des solutions climatiques efficaces fondées sur la nature et les communautés qui la protègent. »

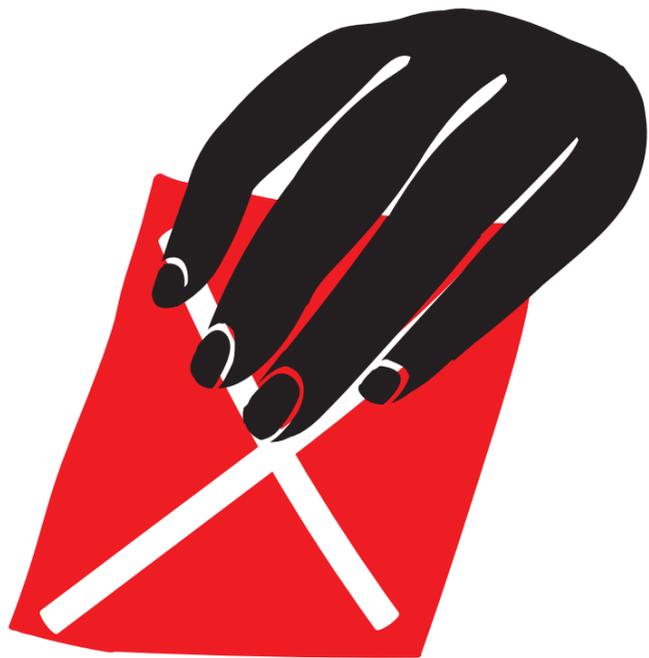
Esquerda Online

Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

Plus de 40 représentants des peuples indigènes se sont rendus à Glasgow entre le 31 octobre et le 12 novembre, avec l'objectif « d'occuper » la conférence afin d'alerter le monde sur la nécessité de délimiter les terres indigènes et de protéger les peuples indigènes pour l'avenir de la planète.

Contre la « logique développementaliste et productiviste »

« Nous nous opposons aux fausses solutions basées sur des innovations technologiques élaborées à partir de la même logique développementaliste et productiviste qui provoque le changement climatique. Nous critiquons les solutions qui ne reconnaissent pas les peuples indigènes et les communautés locales comme étant essentiels à la défense des forêts, à la diminution de la déforestation et des incendies, et comme étant fondamentaux pour garantir l'objectif déclaré de maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 1,5°C », [soulignait] le message de l'APIB adressé aux dirigeants mondiaux, aux hommes d'affaires, aux fonctionnaires publics et aux organisations présentes à la COP26. La délégation indigène brésilienne à la conférence [a dénoncé] le génocide et l'écocide indigènes en cours au Brésil, aggravés par la pandémie de Covid-19 et les projets mortifères du gouvernement fédéral. L'APIB et ses organisations indigènes ne cessent de dénoncer les invasions de territoires, la contamination des rivières et des sources par les pesticides et le mercure [utilisé pour extraction de l'or], la déforestation effrénée de la forêt amazonienne,



APPEL À LA NON-PARTICIPATION AU RÉFÉRENDUM

Le Parti travailliste et le MNSK (Mouvement nationaliste pour la souveraineté de Kanaky) affirment que la consultation du 12 décembre 2021 ne peut décemment pas être maintenue et doit être reportée.

Le Parti travailliste, reconnu comme un parti du Congrès de Nouvelle-Calédonie admis à faire campagne pour le référendum, appelle à la non-participation si cette date était maintenue, suite au communiqué de presse du 28 octobre adressé à l'État par les trois structures indépendantistes présentes et reconnues au Congrès de Nouvelle-Calédonie.

« Le peuple demeure dans la crainte et le questionnement »

Le communiqué du MNSK datant du 14 octobre dernier avait affirmé que le contexte sanitaire est très affligeant, tout particulièrement par rapport au nombre inaccoutumé de décès, dans le milieu kanak et océanien. Ce qui, continuellement, impacte dans une dimension très profonde les familles et les clans. Les recueils et les démarches coutumières prévues dans ces circonstances, n'ont toujours pas pu avoir lieu pour honorer comme il se doit ces nombreux défunts partis si brutalement. Sans omettre l'aspect financier auquel nombre d'entreprises font face et qui impacte amplement la classe ouvrière, par des pertes d'emploi, le chômage, l'arrêt des contrats précaires, et ce malgré les mesures alternatives du gouvernement afin d'atténuer leur perte de pouvoir d'achat. Les incertitudes que fait peser la délibération 44 sur l'avenir des CDI non-vaccinés et leur possible licenciement sont une pression de plus qui vient alourdir notre liste.

Désespéré, le peuple demeure dans la crainte et le questionnement. La société calédonienne est très impactée par les conséquences de cette crise sanitaire et économique. L'obligation vaccinale et le pass sanitaire, sont encore le sujet de fortes

contestations qui fragmentent la population, les clans, les familles, les autorités coutumières, etc., et surtout les maintiennent dans un important clivage.

« Marche forcée orchestrée par l'État et ses acolytes pro-colonialistes »

Dans ces conditions, le Parti travailliste et les nationalistes du MNSK estiment que tenir un rendez-vous aussi important que la consultation du 12 décembre reviendrait à ne pas prendre au sérieux les conséquences de cette situation et son impact psychologique et dévastateur. Les arguments pour le maintien de cette consultation se justifient par une économie calédonienne en berne, et une légère amélioration des indicateurs sanitaires. Nous voyons là déjà une marche forcée orchestrée par l'État et ses acolytes pro-colonialistes. Nous tenons à préciser que l'enjeu du référendum concerne avant tout un tournant majeur pour le peuple Kanak, face à son histoire et son destin. Cet aspect fondamental étant occulté, la seule réponse induite et raisonnable sera la non-participation de toutes celles et tous ceux épris de véritable liberté.

Afin de consolider les prises de position des différentes structures de la mouvance indépendantistes, nous sollicitons au plus vite la tenue d'une Direction nationale de campagne commune incluant ainsi toutes les forces vives présentes au congrès populaire du 22 août dernier, pour que d'une seule voix, la seule qui soit vitale, nous puissions ensemble nous préparer aux suites de notre non-participation.

Marie Pierre Goyetche (vice-présidente du Parti travailliste Kanaky) et Jean-Yves Nomoigne (3^e vice-président du Mouvement nationaliste pour la souveraineté de Kanaky)

KANAKY



LE RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION DOIT ÊTRE REPORTÉ!

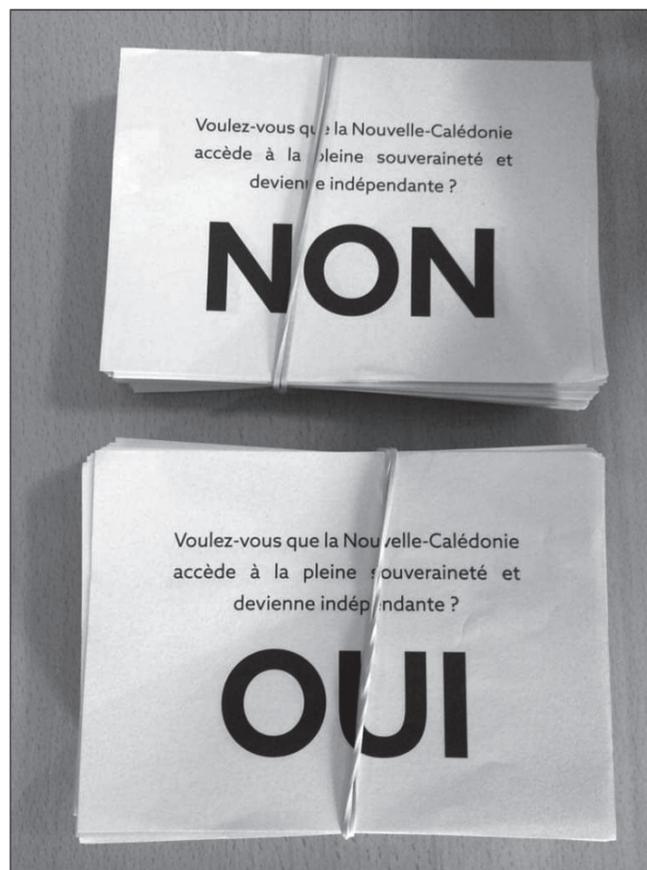
KANAKY: QUI JETTE LE « CAILLOU » DANS LA MARE?

À moins de deux mois du troisième référendum que l'État français a décidé d'organiser le 12 décembre, l'ambiance sur le « Caillou » est à la crispation entre l'ensemble du mouvement indépendantiste réclamant son report en 2022 et les forces dites « loyalistes » réclamant son maintien sur fond d'une position gouvernementale pour l'instant inchangée quant à l'échéance. Mais qu'en est-il des tenants et aboutissants de cette situation ?

Après 18 mois de situation « covid-free » sur l'ensemble du territoire au prix de mesures très strictes acceptées par tous (isolement de la Grande Terre et des îles, restriction de circulation inter-îles et des entrées, quatorzaine obligatoire...), le variant Delta de la pandémie s'est récemment et subrepticement invité sur le Territoire déclenchant une terrible vague de contamination. À ce jour, plus de 260 décès en quelques semaines (ce qui équivaudrait à plusieurs dizaines de milliers de morts pour la France hexagonale) dont plus de 50% concernant la communauté kanak et plus de 25% la communauté océanienne, sur fond de comorbidités assez répandues (surpoids, diabète, conditions de vie précaires).

Vague pandémique, mesures sanitaires et coutume de deuil

Face à cette catastrophe sanitaire touchant très inégalement les différentes populations du Territoire, le gouvernement actuel dirigé par Louis Mapou, figure importante de la tendance



UNI-Palika du FLNKS (ancien représentant du FLNKS en France dans les années 1980-1990 après Jimmy Ounei, aujourd'hui décédé, et Hnalaine Ureguei) a pris des mesures à la fois raisonnables et très fortes (gestes barrières, port du masque, pass sanitaire, mesures de confinement ciblées, obligation vaccinale dans un proche avenir...) montrant par là tout le sens des responsabilités de la part des dirigeants indépendantistes, et obtenant l'accord quasi unanime de tous les courants politiques, y compris opposés, au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs les communautés mélanésiennes et polynésiennes dans la douleur font preuve, elles aussi, de leur parfaite obéissance aux restrictions des enterrements notamment en acceptant des sépultures provisoires près de Nouméa sans pouvoir accompagner leurs proches à leur terre et/ou île d'origine, et de ne pas pouvoir provisoirement respecter leurs rituels de deuil coutumier longs et compliqués nécessitant le déplacement de tribus entières impossible en ces temps de restriction de

circulation et de gestes barrières. Il en résulte bien humainement une quasi-impossibilité d'avoir la tête, le temps et l'énergie à l'organisation d'une campagne électorale référendaire ; d'où l'unanimité du camp indépendantiste (toutes les tendances du FLNKS, ainsi que toutes les autres composantes – MNSK, PT, USTKE, Dynamic Sud) réclamant un report du référendum en 2022, la date limite prévue par les Accords de Nouméa étant avant octobre 2022.

Les loyalistes à l'offensive

Dans le même temps, les forces attachées au maintien du Territoire dans la République française, rassemblées dans « les Voix du Non », s'arc-boutent quasi-unanimement (sauf Calédonie Ensemble qui accepte d'envisager un report éventuel en cas de pandémie incontrôlée) sur la date initialement prévue, ayant parfaitement compris que, pour elles, la campagne référendaire se fait quasi toute seule tout simplement en mettant l'accent sur toutes les mesures sanitaires exceptionnelles – et réelles ! – que le gouvernement français met en place pour faire face localement à la pandémie et à ses conséquences (réserve sanitaire massive venue de métropole, transfert de malades, aides aux entreprises et aux personnels) prouvant par avance tout l'intérêt de rester « dans la France » pour le futur. Et certains de leurs leaders en rajoutent sur la nécessité d'enfin « purger » les Accords de Nouméa qui n'ont que trop duré, tout comme le sénateur Pierre Frogier, ancien compagnon de Pierre Maresca, ancien pied-noir pro-OAS (aujourd'hui décédé), de sinistre mémoire au temps des milices Lafleur, réclamant récemment plus d'engagement de l'État français. Ce même Frogier est l'un des tenants d'une proposition de donner une autonomie accrue aux 3 Provinces actuelles en cas de victoire du Non à l'indépendance, comme gage donné aux indépendantistes, tout en peinant à cacher le dangereux projet de partition qui en découlerait avec une Province Sud rassemblant 75% de la population du Territoire (et la plus importante population kanak aussi !) ainsi que 75% de l'économie locale ! Et, il y a quelques mois, un autre des anciens lieutenants de Jacques Lafleur, Pierre Brétegnier, d'une famille rapatriée en Nouvelle-Calédonie depuis le Maroc devenu indépendant, qui fut l'un des signataires des Accords de Matignon de 1988 au titre du Rassemblement pour la Calédonie dans la république (RPCR), devenu l'une des principales têtes pensantes de la droite coloniale, déclarait au moment où elle venait de perdre la majorité au Congrès en avril 2021 : « En route vers l'indépendance kanak ? C'est naturel de discuter avec les leaders indépendantistes mais ils gagnent à chaque fois du terrain. Systématiquement, chacune de leur revendication touchant à l'avenir institutionnel du pays ou à la politique d'exploitation du nickel commence sous la pression violente du FLNKS et, au final, quand ils n'ont pas tout obtenu – ce que les négociateurs loyalistes annoncent comme une victoire – ils ont, à chaque fois, fait avancer d'un pas la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance kanak et socialiste [...]. D'où la Calédonie ressort à chaque fois un peu moins française. Il faudra



un jour se donner les moyens de stopper ce processus, sinon de l'inverser. » Ce qui résume l'état d'esprit actuel revanchard des « loyalistes » !

Le gouvernement français, garant des accords passés, s'en tient-il à la neutralité ?

Tout en affirmant s'en tenir à sa prétendue neutralité dans l'application stricte des Accords de Nouméa de 1998, faisant suite aux Accords de Matignon de 1988, le gouvernement français s'affirme en réalité clairement partisan du maintien dans la France : « La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie ! », dit-il Macron ; ou la récente intervention du Premier ministre Castex à l'Assemblée nationale : « Nous avons réaffirmé notre souhait fort que le choix des Calédoniens soit celui de la France. » Ce qui rend cette campagne référendaire totalement inéquitable et faussée, d'autant que le pouvoir a récemment produit le document sur les « Conséquences du Oui et du Non », totalement déséquilibré entre les avantages du Non et les risques du Oui ! Et par ailleurs, dans le grand projet d'axe indo-pacifique cher à Macron depuis 2017, et récemment ridiculisé par le choix australien des sous-marins nucléaires états-uniens, la Nouvelle-Calédonie est une pièce maîtresse ; ce qui peut d'ailleurs se comprendre – sans pour autant l'accepter – sur fond d'avancée de la Chine dans nombre de nouveaux États indépendants du Pacifique.

25 communes indépendantistes refusent déjà d'organiser le scrutin du 12 décembre

Paul Néaoutyne, signataire des accords de Nouméa, ancien bras droit de Jean-Marie Tjibaou et actuel président de la Province Nord, a raison d'invoquer le respect de la parole donnée car, lors du dernier Comité des signataires avec Édouard Philippe en 2019, celui-ci avait aussi lui-même fait la proposition d'un référendum en septembre 2022, après les échéances présidentielles et législatives nationales pour éviter toute collusion. Rappelons-nous l'attaque de la grotte d'Ouvéa en 1988 dans le cadre d'un bras de fer Chirac-Mitterrand dans l'entre-deux-tours de la présidentielle ! Mais le gouvernement Castex a changé la donne, préférant demander à son ministre des Outre-Mer, Sébastien Lecornu, d'organiser des « rencontres Léprédour » (du nom d'un îlot calédonien en face de Boulouparis, propriété du Haut-Commissariat, surnommée « l'île

du Haussaire »), en vase clos, avec des invités sélectionnés, plutôt que de rester fidèle aux réunions régulières du Comité des signataires à Matignon. Certes, il est de la prérogative du gouvernement de fixer la date du référendum mais, depuis des mois et bien avant la vague virale, le camp indépendantiste a fait connaître sa préférence pour 2022. Et, aujourd'hui, déjà 25 communes indépendantistes refusent d'organiser le scrutin du 12 décembre. Par ailleurs, internationalisant le problème, l'ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'ONU vient solennellement, au nom du groupe Fer de lance rassemblant les États mélanésiens du Pacifique et le FLNKS comme membre à part entière, de demander au gouvernement français un report au nom de la situation sanitaire exceptionnelle actuelle sur le Territoire.

Qui sont les fauteurs d'éventuels troubles à venir ?

Oui les boycotts anciens décidés par les Kanak rappellent des moments douloureux, mais à chaque fois avaient-ils le choix devant des trahisons successives de la parole donnée et des projets authentiquement néocoloniaux ? Les « loyalistes » ont beau jeu de tenter de faire peur à l'évocation de ces boycotts, tout en prédisant déjà de funestes lendemains en cas de résultat faussé par

la « non-participation » kanak (mot d'ordre unitaire actuel), allant même jusqu'à demander l'application des résultats du 2^e référendum du fait de l'impossibilité de tenir le 3^e par la faute des Kanak ! Mais quelles étaient les situations qui avaient poussé les Kanak au boycott, y compris actif ; qui en était responsable à l'origine ?

Alors ceux et celles qui risquent de provoquer des troubles sont ceux, gouvernement français compris, qui refusent de reporter le référendum en 2022, ne serait-ce que par respect pour la coutume de deuil du peuple kanak si durement touché par la pandémie (avec le décès de nombreux cadres du mouvement indépendantiste dans la fleur de l'âge, sans pour autant oublier tous et toutes les anonymes de tous âges).

Puissent l'humanité et la raison prendre le pas sur les calculs basement politiques ; il en va du destin commun dans le pays ! Soutenons le peuple kanak, encore aujourd'hui dans une nouvelle et terrible épreuve, dans sa revendication d'une Kanaky-Nouvelle-Calédonie souveraine et indépendante dans le respect de toutes les composantes de sa population !

Daniel Guerrier*

* Ancien co-président de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) en compagnie de Jean Chesneaux, Jean-Jacques De Felice et Alban Bensa dans les années 1980, aujourd'hui tous trois disparus.



APPEL UNITAIRE À REPORTER LE RÉFÉRENDUM EN KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

La Kanaky-Nouvelle-Calédonie est actuellement durement frappée par l'épidémie de Covid-19. Les Kanak, ainsi que les membres des communautés wallisienne et futunienne, en sont les principales victimes. Pour ces populations, après les tensions liées à la gestion de la crise sanitaire, ce temps est celui du deuil. Au sortir du confinement s'ouvre en effet une indispensable et longue période de coutumes de deuil.

Ces conditions ne permettent pas une campagne équitable pour la consultation référendaire dont la fonction est de décider démocratiquement de l'avenir du pays. Le FLNKS et l'ensemble des organisations indépendantistes considèrent que cette consultation référendaire ne peut donc se tenir à la date décidée unilatéralement par le gouvernement français en mai dernier, à savoir le 12 décembre 2021.

Le maintien de cette date, sous la seule raison de conclure le processus avant la présidentielle, ne peut que compromettre les efforts entrepris de longue date pour assurer un processus de

décolonisation qui doit être démocratiquement exemplaire et pacifique.

Aller contre la volonté de reporter la consultation exprimée par les indépendantistes, lesquels refusent d'y participer si elle est maintenue à cette date, ne pourrait conduire qu'à une grave injustice à l'égard du peuple kanak et à des risques sérieux pour la Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Nous affirmons notre entière solidarité avec le peuple kanak et les communautés océaniques. Nous demandons au gouvernement français de répondre positivement à la légitime exigence du report de la consultation.

Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) ; Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA) ; Association des communistes unitaires (ACU) ; CEDETIM ; CNT, secrétariat international ; Collectif Ni guerre ni état de guerre ; Collectif Solidarité Kanaky ; CUT - Galice ; ENSEMBLE ! ; FSU ; Génération.s ; Gauche démocratique et sociale (GDS) ; LAB - Pays Basque ; Nouvelle Donne ; NPA ; Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) ; Place publique ; Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) ; Régions et peuples solidaires ; SURVIE ; Syndicat des travailleurs corses (STC) ; Union pacifiste ; Union syndicale Solidaires.

RASSEMBLEMENT À PARIS POUR SORTIR DU CADRE COLONIAL

Le Mouvement des jeunes kanak en France (MJKF) ainsi que le comité d'organisation du 10 mai et le mouvement international pour les réparations vous invitent au rassemblement, samedi 13 novembre 2021, de 14 h à 18 h, à Paris, place Édouard-Renard, dans le 12^e arrondissement.

À la veille de la troisième et dernière consultation référendaire de l'accord de Nouméa, prévue le 12 décembre 2021, les organisations susnommées organisent quatre actions publiques à Paris pour mobiliser, informer et sensibiliser les électeurs et électrices néocalédoniennes. Ainsi que l'opinion publique française et internationale. Dans le cadre de ce processus de décolonisation originale, entre la puissance tutélaire « la France » et le territoire sous tutelle « la Kanaky-Nouvelle-Calédonie », les signes d'une progression de la volonté d'émancipation sont indéniables. La progression du Oui lors des deux précédentes consultations est constante : 43,3% en 2018 et 46,7% en 2020. Mais face à la crise sanitaire qui frappe le pays kanak depuis le 6 septembre dernier, et le deuil qui affecte toutes les familles de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement français reste sourd aux demandes de report

de la consultation référendaire. Le 20 octobre dernier, le bureau politique du Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS), a appelé toutes les indépendantistes, à la non-participation à cette consultation référendaire inique décidée unilatéralement par l'État français. En soutien et en solidarité, avec toutes les organisations indépendantistes de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, nous vous invitons au rassemblement pour « sortir du cadre colonial » et participer à cette manifestation solidaire de la lutte du peuple kanak pour son autodétermination, pour la naissance d'une nation, au sein des îles unies d'Océanie.

Ainsi, des prises de parole, des prestations artistiques et des échanges auront lieu durant ce rassemblement, avec des invités d'organisations kanak, océaniques, autochtones, françaises, caribéennes, panafricaines, en présentiel et en distanciel.

MJKF

CONFLANS-SAINTE-HONORINE À Bonna Sabla, les intérimaires en grève pour l'égalité

Sur le site plus que centenaire de Bonna Sabla à Conflans-Sainte-Honorine, les intérimaires fabriquent des voussoirs : des pièces de tunnels souterrains. Ils et elles sont en grève depuis le 2 novembre pour obtenir la même prime de bonne fin de chantier que les embauchés, alors que la fermeture du site est imminente.

Un PSE est en cours avec à la manœuvre Bain Capital, fonds d'investissement détenu entre autres par Mitt Romney et connu pour ses faits d'armes contre la classe ouvrière. Les intérimaires ont frappé fort et ont décidé de bloquer l'arrivée de matières premières et la sortie des produits finis. Ils et elles ont ainsi mis à l'arrêt deux tunneliers qui creusent pour le métro du Grand Paris.



Chantage de la direction

Vendredi 5 novembre, l'entreprise a obtenu une ordonnance pour faire cesser le blocage par la force, arguant qu'il s'agirait de manifestantEs agissant en dehors du droit de grève car ils et elles ne sont pas salariéEs de l'entreprise. Un comble d'hypocrisie pour une entreprise qui, après avoir déjà licencié tout le personnel et fermé le site il y a quelques années, a rouvert le site en embauchant majoritairement des intérimaires. Lundi 8 au matin, la police est venue exécuter l'ordonnance. Pour les grévistes, il est cependant hors de question de lâcher, et la grève se poursuit.

La direction, avant et après une maigre première audience le mercredi 3, a tenté plusieurs fois de soumettre les grévistes à un chantage éhonté : si vous laissez passer les camions, on vous reçoit. Les grévistes ont toujours refusé. Aujourd'hui, malgré la levée du blocage, la direction est muette et envoie les agences d'intérim jouer de la carotte et du bâton. C'est pourtant bien la direction qui a provoqué ce mouvement en faisant des promesses aux intérimaires pour, au total, n'en tenir aucune et se moquer ouvertement d'elles et eux. C'est un véritable bras de fer qui s'est engagé, dans lequel notre classe montre encore une fois que même dans les situations les plus complexes, on peut relever la tête et se battre pour ses droits!

Correspondante

RETRAITES « Depuis 2014, les retraitéEs ont perdu entre 10 et 12% de pouvoir d'achat, soit un mois de pension par an »

Entretien. Neuf organisations de retraitéEs appellent à une manifestation nationale le 2 décembre prochain. À cette occasion, Denis, retraité, syndiqué à la CGT, a bien voulu répondre à nos questions.

Quelles sont les revendications portées par cette mobilisation et quelles sont les organisations qui ont pris cette initiative ?

Quatre axes revendicatifs structurent la plateforme revendicative commune : l'augmentation immédiate des pensions de base et complémentaires et l'indexation sur l'évolution des salaires ; la défense de notre système de santé, de retraite, portée par une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales et basée sur la solidarité intergénérationnelle ; la défense et le développement des services publics de proximité sous contrôle et maîtrise publique ; la défense de nos libertés individuelles et collectives.

Le tract commun aux neuf organisations (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR, LSR, « Ensemble et solidaires ») précise ces revendications : pour le pouvoir d'achat, l'exigence est d'obtenir 100 euros de revalorisation immédiate comme mesure d'attente mais aussi de regagner l'indexation des pensions de base et complémentaires sur l'évolution des salaires. Concernant « le grand âge », nous revendiquons un service public de la prise en charge de l'autonomie, géré par l'assurance maladie, avec 200 000 embauches dans les Ehpad et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Comment décrirais-tu la situation des retraitéEs ?

La photo de la situation nationale affiche une pension moyenne d'un montant de 1503 euros brut (fin 2019) qui cache une grande diversité de revenus. Mais si l'on regarde le film en train de se projeter, le mot qui résume l'évolution engagée depuis plusieurs années est bien « paupérisation ». Celle-ci



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

est la conséquence à la fois du quasi blocage des revalorisations de pensions et/ou de leur extrême minceur depuis des années, de la désindexation de l'évolution des pensions par rapport aux salaires, de la sous-revalorisation des retraites complémentaires, lesquelles se trouvent de surcroît amputées durant trois ans d'un abattement de 10 % si les salariéEs ont décidé de prendre leur retraite à 62 ans au lieu de 63 comme veut les y obliger l'accord Agirc-Arrco signé par la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC en 2015. La pension de base n'a augmenté que de 0,4 % ! Cette perte de pouvoir d'achat s'ajoute à celle des années précédentes avec le gel des pensions et même leur baisse de 1,7 % en 2018 (hausse de la CSG). Depuis 2014, les retraitéEs ont perdu entre 10 et 12% de pouvoir d'achat, soit un mois de pension par an ! Ces pertes de pouvoir d'achat se creusent d'autant plus face à la hausse actuelle et démentielle des prix de l'énergie (essence, gaz et électricité). En outre, de par leurs conditions de vie – leurs âges, leurs

lieux d'habitation, notamment s'ils résident en milieu rural – les retraitéEs sont davantage pénalisés par les fermetures des structures de proximité des services publics (bureaux de Poste transformés en agences postales communales, fermetures de trésoreries...), par l'obligation d'utiliser sa voiture (lorsqu'on dispose de ce véhicule), par les réductions d'amplitude horaire des accueils, les dégradations des moyens de l'hôpital public, la désertification médicale.

Quelles sont les réactions devant l'argument que les retraitéEs sont plus favorisés que les actifs ?

L'indignation et la colère ! Une odieuse et révoltante campagne de culpabilisation s'est intensifiée au cours de la période de confinement autour de deux idées, tout aussi fausses et scandaleuses l'une que l'autre : « Il est anormal de sacrifier la jeunesse pour préserver les retraitéEs ! » ; « Les retraitéEs actuels ont été les privilégiés d'un âge d'or aujourd'hui révolu, alors ils doivent accepter de voir baisser leurs niveaux de vie pour aider les autres ». Oubliant que les retraitéEs ont été les plus nombreux à mourir du covid, ce genre de couplet infâme est entonné par plusieurs « chiens de garde » de la bourgeoisie, comme par exemple Christophe Barbier, un de ces éditocrates, grassement payés qui squattent

en permanence les ondes radios et télévisuelles pour vomir ses mensonges. Plus globalement, cela s'inscrit dans la stratégie de la bourgeoisie de diviser le monde du travail afin d'arriver à détruire la Sécurité sociale, son salaire socialisé qui s'oppose frontalement à l'augmentation du taux de profit. Et cela s'accompagne d'une campagne idéologique pour faire accepter la transformation de la retraite en revenu d'assistance.

À la lumière des mobilisations précédentes, est-ce que cette nouvelle mobilisation peut faire avancer les revendications ?

Oui, bien entendu, il nous faut gagner en visibilité afin de faire entendre le langage de la vérité. La nécessité de parler ouvertement du montant des pensions et des retraites se fait de plus en plus pressante. Face à l'offensive agressive du gouvernement sur le prétendu bien-être des retraitéEs, la déculpabilisation ne peut se faire que par la mise en lumière de la réalité que vivent les retraitéEs, aujourd'hui. C'est pourquoi, à côté de ce rassemblement national, la CGT se lance dans une consultation nationale autour des questions : « De quoi ai-je besoin ? Que me faut-il pour vivre ? »

Quel que soit son montant, la retraite ou la pension n'est que le résultat des années de cotisations versées aux différentes caisses durant les années de travail. Pour la CGT, il est indispensable que le niveau de vie soit maintenu à la retraite. Il ne peut être question de le voir baisser, au prétexte que l'on aurait moins de besoins. Il n'est pas non plus question d'opposer les « petites retraites » aux retraites que l'on pourrait qualifier de satisfaisantes, ni même d'invectiver ceux qui toucheraient plus que les salariéEs actifs de la même profession. Le problème n'est pas le niveau des retraites ou des pensions, mais bien le niveau des salaires actuels. C'est ce qui fonde notre convergence solidaire avec les luttes revendicatives des salariéEs.

Propos recueillis par
Laure Getner

« GUERRE » DE L'EAU À Mauzé, la bassine de la honte est tombée !

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Mauzé-sur-le-Mignon dans les Deux-Sèvres. Face à un dispositif policier impressionnant (hélicoptère, contrôle des voitures, barrage policier sur le parcours, gaz lacrymogène), les manifestantEs, extrêmement bien préparéEs, ont su déjouer les embûches pour arriver jusqu'au lieu d'une méga-bassine déjà construite et à la vidanger dans le Mignon (une petite rivière).

Mission accomplie mais pas totalement, car nous n'avons pas pu parvenir au nouveau chantier méga-bassine gardé par la FNSEA, la Coordination rurale, la

Chambre d'agriculture et des centaines de policiers. La lutte continue et, en pleine COP26, elle devient exemplaire ! Entre, d'une part, celles et ceux qui veulent sauver la planète et, d'autres

l'Anticapitaliste
la revue mensuelle du NPA

N°130 NOVEMBRE 2021 4,50 €

LUTTONS CONTRE L'IMPÉRIALISME

LE BAL MARQUÉ DES « GAUCHES »
LEUR CAMPAGNE ET LA NÔTRE

« LÉGITIME », LA VIOLENCE
DE LA POLICE, VRAIMENT ?

POUR 100 BILLES,
T'AS PLUS RIEN...

l'Anticapitaliste
la revue

Le n° 130 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

PERPIGNAN Une « Diada Catalana » aux couleurs de l'antifascisme

Depuis le début des années 1980, est organisée la Diada (journée commémorative), à la date anniversaire du Traité des Pyrénées (qui, le 7 novembre 1659, a défini la frontière entre les royaumes d'Espagne et de France, coupant la Catalogne en deux), afin d'exprimer l'identité catalane qui a résisté au rouleau compresseur centralisateur du nationalisme français.

« Notre emblème, nos racines et notre combat contre tous les fascismes »

Un nationalisme dont Aliot est le très fervent défenseur. Première attaque : contre le blason aux couleurs catalanes « sang et or » dans lequel Aliot a introduit du tricolore et remplacé la tour symbole de la ville (le Castillet) par un Saint-Jean au look gaULOIS, « *Perpignan la catalane* » devenant Perpignan « *la rayonnante* » ! Puis sabotage du projet d'un collège-lycée d'enseignement en catalan. Et, dernièrement donc, à l'occasion du traditionnel rassemblement de la Diada, interdiction de hisser en haut du Castillet – comme cela se faisait les précédentes années – l'estelada, le drapeau catalan sang et or frappé d'une étoile. Comme

« *Même si Aliot ne le veut pas, nous on est là !* » : adaptant le slogan des Gilets jaunes (repris par nombre d'autres mobilisations), les manifestantEs de la Diada de Catalunya Nord, samedi 6 novembre à Perpignan, ont exprimé haut et fort leur détermination à résister au maire RN-FN qui, mettant en œuvre sa politique ultra réactionnaire, s'attaque aussi à l'identité catalane de la ville.



NPA

l'a rappelé un manifestant cité par le quotidien local *l'Indépendant*, « *c'est notre emblème, nos racines et notre combat contre tous les fascismes* ».

C'est bien ce qu'a tenté de faire disparaître Aliot. Mais c'est

précisément ce qu'ont tenu à réaffirmer les quelque 2000 manifestantEs dont bon nombre venus de Catalogne sud en solidarité avec le nord – mais en l'absence significative des organisations politiques françaises autres que

le NPA. À côté des traditionnels mots d'ordre catalanistes, était largement repris : « *Perpinyà anti-feixista !* » (« *Perpignan antifasciste* »). Et, passant devant la mairie, ils et elles en ont recouvert les murs de grands autocollants de l'estelada. Un drapeau dont une énorme image a été projetée, en fin de manif, sur le mur du Castillet, là précisément où Aliot avait interdit qu'il soit hissé ! À l'issue de la manifestation, plusieurs prises de parole ont dénoncé à nouveau la censure politique mais aussi le blocage – au nom de la lutte antiterroriste – des routes secondaires traversant la frontière, réclamant son ouverture. Et pour finir par le chant de révolte Els Segadors (les Faucheurs), devenu hymne national catalan, et un mot d'ordre massivement repris : « *Feixistas fora de Perpinyà* » (« *Fascistes hors de Perpignan* ») !

CorrespondantEs NPA Catalogne nord

AUTOMOBILE 2000 au rassemblement devant la SAM jeudi 4 novembre

À Decazeville (Aveyron), 2 000 personnes ont participé jeudi 4 novembre au rassemblement, devant l'usine de la SAM, contre sa fermeture. Il était appelé par syndicat CGT de l'usine avec le soutien du collectif *Tous ensemble pour le bassin, les élus locaux, et d'autres syndicats d'entreprises et services du bassin*.

La population était aussi présente avec, par exemple, l'association de commerçants et artisans qui avait appelé à fermer boutique en signe de solidarité.

« Otages d'un problème de personnes »

La secrétaire CGT de l'usine, Ghislaine Gistau, a rendu compte de la rencontre avec le Premier ministre la semaine dernière lors d'un déplacement de celui-ci dans la ville voisine de Figeac. Heureux d'apprendre que Castex



DR

ait reconnu à cette occasion une responsabilité de l'État ! Mais c'est pour passer la patate chaude à Renault. Le blocage viendrait d'une mésentente entre le directeur des achats de Renault et l'un des repreneurs potentiels qui avait reçu le soutien de la plupart des acteurs du bassin de Decazeville. Ghislaine Gistau a déclaré à ce propos : « *C'est inadmissible que la SAM et ses salariéEs soient pris en otages d'un problème de personnes, alors que nous avons un potentiel repreneur, soutenu par les collectivités* ».

Il n'empêche que, pour la survie et les emplois de la SAM, la date butoir du 18 novembre est maintenue, même si la présidente PS de la région Occitanie annonce vouloir faire encore reporter ce délai. Incertitude et angoisse pour les salariéEs continuent. C'est au gouvernement d'accepter les revendications des salariéEs mobilisés touTEs ensemble.

NPA auto-critique

et pas de sécheresse. Sécheresse qui va jusqu'à mettre en péril la conchyliculture (huîtres, moules, etc.) à quelques dizaines de kilomètres en bordure d'océan car cette activité a besoin d'eau douce non polluée.

Le NPA de toute la région « Charentes-Poitou » est vent debout avec les petits paysanEs et la population contre ces bassines, souvent construites illégalement avec des deniers publics, la bénédiction des gouvernements (via les préfets aux ordres), et contre les projets de méga-bassines en cours.

La guerre est vraiment déclarée

La foule immense était bigarrée, les drapeaux de toutes les couleurs témoignaient de la diversité des organisations et associations présentes (en l'absence des PS, PCF, LO et organisations syndicales ouvrières). Les banderoles et pancartes

éclataient sous le soleil d'automne : « *No Bassaran* », « *Bassinine's Creed* », « *Apocalypse d'eau* », « *Eau rage, eau désespoir* ». Les cris de révolte fusèrent lorsque les orateurs du collectif « Bassines non merci » et de la « Conf » annoncèrent la présence nationale de la FNSEA sur la bassine grâce à un « pass » de la préfecture pour franchir les barrages policiers alors que nous avions été nombreux à être arrêtés et fouillés. Très vite, la riposte s'organisait avec la prise d'assaut du toit de la mairie renommée par une énorme banderole « *Mauzé sur Bassines* » tandis que les tracteurs de la « Conf » se mettaient en place pour ouvrir la manifestation.

La traversée de la petite ville se fit sans incident mais au bout de quelques centaines de mètres, le cortège ralentissait et quelques grenades lacrymogènes éclatèrent. Les forces policières



NPA

avaient nassé la manifestation pour l'empêcher d'accéder au terrain des bassines. Après un petit quart d'heure d'hésitation, les organisateurEs locaux trouvèrent un plan bis. La manifestation quitta la route, traversa un immense champ de maïs déjà récolté et s'engagea résolument dans un bras de la rivière Mignon encore asséché en novembre.

GÉRARDMER (VOSGES) Victoire sur l'interdiction de la chasse des oiseaux

Après avoir fait interdire le piégeage du renard, de la belette, du corbeau freu et de la corneille sur le domaine de la commune de Gérardmer, la liste Gérardmer solidaire s'est battue – avec succès – pour l'interdiction de la chasse de tous les oiseaux.

Après un débat sur la chasse et un vote à l'unanimité du conseil municipal le 15 octobre, il a été décidé d'interdire la chasse de tous les oiseaux sur la propriété municipale (environ 1 000 hectares).

Il est clair qu'aujourd'hui le débat sur la chasse prend de l'importance et notre position sur la défense de la biodiversité et de la faune sauvage gagne du terrain, la prochaine étape est l'interdiction de la chasse le week-end et une pétition nationale pour l'interdiction de la chasse de tous les oiseaux sur tout le territoire national.

Le texte de la motion

Considérant qu'au niveau national, depuis trente ans les populations de 43 espèces d'oiseaux régressent, telles que le chardonneret élégant, la tourterelle des bois ou l'hirondelle de fenêtrés, Considérant qu'en Lorraine les constats, sur la même durée, sont les mêmes avec des effectifs en chute de 30 %. Par exemple, selon la LPO Grand Est, 90 % des hirondelles ont disparu depuis 1970, Considérant qu'au niveau local, la situation est tout aussi inquiétante :

- la population du grand tétaras ou coq de bruyère est de 20 individus sur l'ensemble du massif des Vosges ;
- la population adulte des faucons pèlerins est stable mais on observe une chute de la survie des jeunes ;
- la population du tarier des prés aurait perdu 39 % de ses effectifs depuis 2001. L'espèce est inscrite sur les listes rouges d'espèces menacées d'extinction en Alsace et en Lorraine. Seuls quatre couples ont été observés sur le territoire géromois ces dernières années, Considérant que la Ville de Gérardmer est déjà engagée en faveur de la conservation de l'avifaune avec notamment :

- la fin de l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- la position de la commune contre le piégeage des animaux sur les parcelles communales (motion en date du 18 janvier 2019) ;
- l'utilisation d'un levier financier comme la prime à l'hectare pour orienter la gestion des prairies ;
- La taille des haies hors période de nidification ;
- l'expertise des arbres avant leur coupe ;
- la cession de terrains communaux à haute valeur environnementale au Conservatoire des espaces naturels,

Considérant que la chasse aux oiseaux n'est pas une chasse traditionnelle sur le territoire de la commune, Considérant que cette chasse ne peut pas se justifier par un besoin de régulation d'une espèce qui pourrait être ou devenir envahissante,

Pour ces raisons il est proposé au conseil municipal d'interdire la chasse aux oiseaux sur les propriétés communales.

Le conseil municipal, après en avoir débattu, décide d'interdire la chasse aux oiseaux sur les propriétés communales.

Correspondant Gerardmer

part, un capitalisme égoïste au service des grandes exploitations productivistes qui ose parler d'écologie pour mieux massacrer nos ressources naturelles vitales.

Une lutte enracinée dans les terroirs qui s'amplifie tous les jours

« *Il ne s'agit pas d'une opposition entre écologistes et agriculteurs, mais d'une lutte de citoyens contre les agro-industries* » (maïs d'exportation essentiellement), tient à préciser Joëlle Lallemand, ancienne chercheuse à l'Institut national de recherche agronomique, qui précise que « *les études montrent que c'est bien l'irrigation qui assèche les rivières, pas les épisodes de sécheresse* ». Cela fait des années que les habitantEs de la région le répètent. Toute cette zone du Poitou-Charentes avait, jusque dans les années 1990, un problème de trop d'eau

Tout un symbole ! Un deuxième bras présentait plus de difficultés avec de l'eau jusqu'aux mollets mais les 3/4 de la manif passèrent et nous pûmes rejoindre la bassine déjà en fonctionnement. Les tracteurs faisant un long détour pour nous rejoindre. Après quelques incidents avec la police, mais le gros des forces était avec la FNSEA sur le chantier de la future méga-bassine, cette bassine a donc été vidangée, la pompe neutralisée et les bâches plastiques découpées. Philippe Poutou ne pouvait pas être présent à Mauzé mais sa présence lors des précédents rassemblements avait suffisamment marqué les esprits pour que les petits paysans locaux nous présentent un presque-sosie pour faire la nique à la police si besoin. La vieille alliance ouvrière-paysanne presque ressuscitée !

Correspondants Poitou-Charentes

Souscription du NPA



Mobilisons-nous contre le monde d'avant: les contre-réformes sociales, les lois racistes et liberticides, les violences policières, la destruction des services publics, tous les impérialismes, la catastrophe climatique. Toutes et tous, mobilisons-nous pour le monde d'après, pour l'écossocialisme! Une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Un mode de production où les besoins sociaux seront déterminés de manière démocratique et écologique. À son échelle, dès maintenant, et sur tous les terrains, le NPA peut jouer son rôle de parti politique dans la longue marche vers l'écossocialisme. Mais faire de la politique coûte cher. Vos dons sont donc plus précieux que jamais!

INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2021 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

✂

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un militant ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

#Poutou2022

Philippe Poutou en réunions publiques à Bourg-en-Bresse et à Genève

Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires, la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale.

Le mercredi 3 novembre, les militantes et militants du NPA de l'Ain organisaient un meeting à Bourg-en-Bresse avec Philippe Poutou. Dans un premier temps, Philippe a dîné au restaurant associatif et militant de la Canaille, avec une vingtaine d'acteurs locaux des luttes, avant de rencontrer la presse. Le meeting en lui-même a réuni 80 personnes, ce qui est important pour une ville de 40000 habitantEs. Comme dans d'autres villes, il a été marqué par la présence remarquable de nombreux jeunes, attirés par la personnalité et le discours radical de la candidature du NPA. Philippe a fait le tour des questions politiques et sociales du moment, parlant des services publics, de l'essor des inégalités, de la présence de l'extrême droite dans les médias et de son implantation en Europe et ailleurs, avant d'entamer un débat avec la salle.

Plus de 200 personnes au meeting de Genève

Le lendemain, jeudi 4 novembre, Philippe tenait un meeting à l'Université Ouvrière de Genève, à l'initiative de Solidarités (organisation sympathisante de la IV^e Internationale). À la grande surprise des organisateurs, l'événement a rassemblé au moins 200 personnes, en très grande majorité des jeunes, qui n'ont pas pu tous trouver une place dans une salle sous-dimensionnée. Précédé par les interventions d'acteurs des luttes, le meeting a permis de mettre en lumière la nouvelle génération militante, qui s'investit tout particulièrement dans les luttes féministes,



À Genève. NPA

le combat pour le climat ou les luttes étudiantes contre la précarité. Le meeting a été l'occasion de faire la jonction entre ces luttes de la jeunesse et les résistances du mouvement ouvrier genevois, tant dans les entreprises que dans les quartiers, en particulier autour de la question du logement social qui a une importance cruciale à Genève. L'intervention de Philippe a été suivie par un débat avec la salle, avant de se prolonger tard autour d'une buvette.

À Bourg-en-Bresse comme à Genève, ces meetings montrent l'intérêt de la campagne Poutou, qui permet de cristalliser les acteurs des luttes, en les rassemblant et en leur permettant dès lors de prendre concrètement confiance dans leur propres forces.

Samedi 6 novembre, Philippe Poutou a en outre participé, au côté des camarades de Solidarités, à la

manifestation contre la COP26, organisée à Lausanne, dans le cadre de la journée globale d'actions de la COP26 Coalition.

Ces initiatives permettent non seulement de remobiliser les militantes et les militants, de leur permettre de rencontrer de nouveaux acteurs, mais aussi de percevoir l'intérêt de disposer d'un outil politique commun, capable de rassembler largement les classes populaires pour une alternative anticapitaliste et révolutionnaire.

Laurent Ripart



À Bourg-en-Bresse. NPA



Agenda

Vendredi 12 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Châteauroux (36). À 19h salle Roger-Dion.

Mardi 23 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Toulouse. À 20h salle Osète, 6, rue du Lt. Colonel-Pélicier, M^o Capitole.

Mardi 30 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h 30, FEC, 17, place Saint-Étienne à Strasbourg.

Jeudi 2 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h, Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne à Rennes.

Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60). À 20h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M^o Théâtre-des-Arts.

#Poutou2022

Signatures: des Alpes à l'Aisne, en passant par le Cher

Entretien avec **François de Montreuil**, un grand voyageur.

Tu es un «grand» collecteur de signatures et de longue date?

Oui, je vais à la chasse aux parrainages depuis la première campagne Besancenot. Je profite souvent des vacances. Par exemple cet été, j'ai passé deux jours à sillonner un canton des Hautes-Alpes, au nord de Sisteron, à parcourir une vingtaine de communes et j'ai récupéré une promesse.

Mais ton terrain de prédilection c'est l'Aisne. Pourquoi?

En région parisienne, ce sont de très grosses communes, où les maires sont encartés et donc, les jeux sont faits! Ils veulent montrer leur attachement à leur parti, et ils suivent les consignes. Dans l'Aisne, j'ai déjà fait entre 15 et 20 tournées, cela fait 150 communes, 45 maires vus et 7 promesses. J'y vais sur une journée, il faut déjà 1h 15 pour arriver dans le département.

Tu y vas seul?

Si personne n'est disponible oui, mais je préfère y aller à deux. Ce

sont de longues journées et, quand on tourne toute une journée, à deux, on a plus de détermination et d'émulation. On peut discuter de politique, de notre engagement, de la manière d'aborder les maires, etc. Et pour les aspects pratiques, c'est mieux. Le copilote gère l'itinéraire avec carte et GPS, il note ensuite les infos recueillies, fait le compte rendu de la rencontre avec le ou la maire... La recherche des signatures est un moment militant collectif. On n'a que très rarement la promesse la première fois. Donc les infos collectées et notées sont importantes pour soi, si l'on y retourne, mais encore plus si c'est une nouvelle équipe qui y va.

Dernièrement tu es allé trois jours dans le Cher avec un camarade?

Oui on est passé dans 30 communes, on a vu une dizaine de maires et on a une promesse, cinq à revoir qui hésitent, dont deux prometteurs. On en a aussi profité, entre deux visites, pour visiter un peu le coin! On s'aperçoit que la



sociologie des territoires est très différente. Le Cher est partagé entre les villages rouges, imprégnés d'une vieille culture communiste et les villages blancs influencés par l'aristocratie et la bourgeoisie.

Quels sont les sujets de préoccupation des maires?

La question des revenus, de la pauvreté des administrés, et dernièrement la hausse du prix du gasoil. Dans l'Aisne, j'ai eu des discussions sur les Gilets jaunes et, dans les Alpes, autour du climat. Il faut être «tout-terrain»!

Les maires sont très en colère face au recul des services publics. Et quand on parle politique, ils disent leur dégoût des grands partis politiques, de droite ou de gauche. Certains ne veulent plus «être mêlés à tout ça» et donc ne veulent donner leur parrainage à personne. Quelques-uns, au contraire, accordent de la crédibilité à Philippe Poutou car il ne fait pas partie du «personnel politique». Je pense qu'il est nécessaire de les écouter, on peut discuter politique mais notre objectif n'est pas de les convaincre de notre programme. On peut bien sûr exposer nos idées. Il faut les convaincre de l'enjeu démocratique. Pour nous, obtenir les 500 parrainages, c'est notre premier tour de la présidentielle. Un long tour car souvent, il faut retourner plusieurs fois rencontrer les mêmes maires, avant d'obtenir leur parrainage!

Bande dessinée

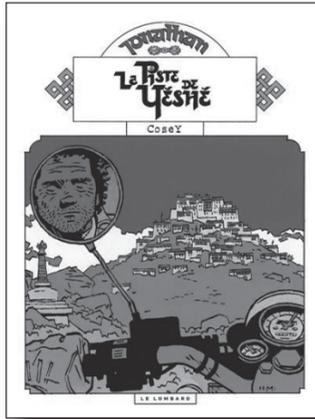
Grand Prix du Festival international de la ville d'Angoulême en 2017, Cosey¹, scénariste, dessinateur et coloriste, s'est fait connaître par des BD d'un style original ou par des romans graphiques multi-récompensés. Sa série *Jonathan*, initiée en 1975, dans un Tibet encore en lutte armée, connaît son épilogue dans un Tibet colonisé de la pire des manières. « *Le Tibet a été totalement sinisé. L'armée chinoise est maintenant en terrain conquis. C'est un pays occupé et phagocyté. Il y a plus de civils chinois que tibétains, et particulièrement aux postes clés. La langue tibétaine n'est plus enseignée que dans les petites classes. Il y a des caméras partout, jusque dans un minibus pour vingt personnes dans lequel j'ai compté six caméras* », explique l'auteur. *La piste de Yéshé* n'est pourtant pas un manifeste pro-tibétain mais la conclusion de « *l'une des plus belles aventures de la BD moderne* » (*Télérama*). Une aventure plus spirituelle que temporelle où Cosey a préparé la sortie de son personnage avec soin et émotion. Un exercice difficile dont l'auteur suisse se sort avec une intelligence et un brio époustouffants. Chaque image est un album à elle seule.

Un long voyage

Jonathan est un peu le double de l'auteur avec qui, par un habillage fictionnel initié dès la première aventure, il entretient une correspondance et un journal. À la recherche de lui-même, de la vérité et de l'amour ou

La Piste de Yéshé, de Cosey

Scénario et dessin, éditions Le Lombard, 56 pages, 12,50 euros.



mois pour, après de longues années, retrouver celle qui, devenue femme et militante, donnera une réponse à ses questions. Sur les pistes, au détour d'un col, il croise également quelques anciennes connaissances. Tel cet ancien combattant de la guérilla tibétaine devenu le « 6^e Tulku Sunyata »², activement recherché par les autorités chinoises. Jonathan s'initie aux rites et à la peinture tibétaine, tient son carnet mais l'hiver est long, la montagne dangereuse et le vieux Tulku est activement recherché...

Un album graphique vertigineux

En raison d'un « pass » retardé par les autorités d'occupation pour celle qui « *marchait pieds nus sous les rhododendrons* »³, Jonathan réalise un long voyage intérieur. La reconnexion de notre « héros » avec son passé procure à l'auteur l'occasion de donner des nouvelles des personnages clés de la série (Kate, Jung Lan, Drolma, Dzaza Dzong). Ce regard vers le passé est d'ailleurs signifié dès la couverture de l'album avec le reflet d'un Jonathan vieilli dans le rétroviseur de sa moto. Pour ces « flash-back », Cosey utilise une palette de gris qui ensorcelle le noir et blanc. Les images et la mise en page des planches sont d'un graphisme

vertigineux de toute beauté. Les couleurs sont magnifiques, notamment le bleu des ciels, les différents blancs de la neige, l'ocre des roches, des maisons et des gompas. Le carnet interne de voyage de Jonathan (planches 38 à 43), que Drolma lit en le pensant mort, fourmille lui aussi de trouvailles « naïves ».

La fin

Si dans cet album, comme dans tous ceux de la série, on se régale des paysages, de l'immensité des montagnes aux neiges éternelles, des espaces infinis, l'émotion est palpable à chaque page car on sait que le voyage s'arrêtera là et que Jonathan va inéluctablement retrouver son double, car c'est la fin. L'album peut se lire sans connaître la série mais il est certain qu'il vous donnera envie de connaître tous les autres tomes. Les fêtes approchent, c'est le moment!

Sylvain Chardon

1 – Voir notamment l'interview qu'il nous avait accordée lors du festival d'Angoulême qu'il présidait en 2018 (*L'Anticapitaliste* n°416 du 8 février 2018).

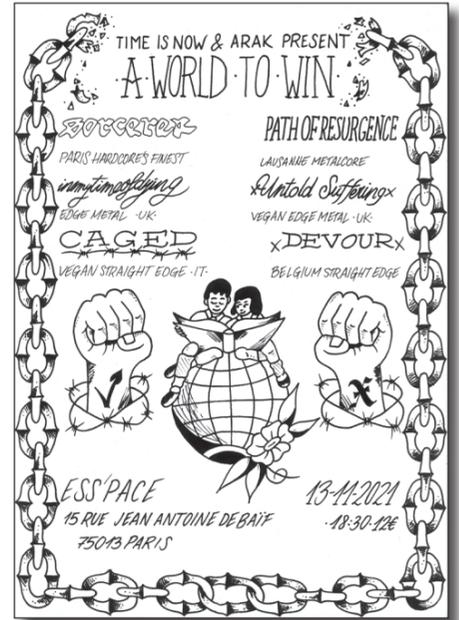
2 – « Tulku » ou émanation d'un maître ou yogi. Ils sont tous recherchés par les autorités chinoises.

3 – Drolma est celle qui va « pieds nus sous les rhododendrons » (tome 3 de la série).

Concert

Des jeunes redonnent un souffle à la culture straight edge

A World to Win, le 13 novembre à l'ESS'Pace (Paris 13^e).



L'icône la plus connue du mouvement straight edge¹, le X que certains Es se tracent sur les mains, était à l'origine un geste de solidarité avec la jeunesse. Aux États-Unis, au début des années 1980, les salles de concert servant de l'alcool traçaient un X sur les mains des mineurEs comme un signe pour dire qu'ils et elles n'étaient pas autorisés à boire. Mais face aux dégâts de l'alcool dans la scène punk et à la glorification de l'intoxication, associée à la maturité, à l'indépendance et à tous les autres traits positifs de l'âge adulte, dont l'effet immédiat était la dévalorisation des jeunes qui n'étaient parfois tout simplement pas admis en concert, une véritable contre-culture est née.

Une contre-culture émancipatrice

60 ans après *les Questions du mode de vie* de Trotsky ou ce dernier envisageait le cinéma comme mode de distraction et d'éducation populaire en l'opposant à l'alcoolisme, c'est bel et bien dans la scène punk hardcore qu'est apparue une culture de la sobriété, inédite sur bien des aspects, porteuse d'un projet collectif d'émancipation. Car la scène punk hardcore est toujours restée en grande partie loin des majors de l'industrie musicale et qu'elle a toujours cherché à avoir un fonctionnement horizontal et collectif. En effet, c'est une des rares scènes musicales où il n'y a pas de barrières entre les groupes et le public, car le public lui-même est composé d'acteurEs de la scène : musicienEs, organisateurEs de concert, rédacteurEs de zines (publications musicales), etc. C'est en son sein que s'est créée une véritable contre-culture revendiquant la sobriété comme moyen de s'émanciper.

Ces groupes de musique qui ont repris le fameux « X » comme symbole de fierté ont souvent défendu de nombreux combats à contre-courant du reste de l'industrie musicale, des groupes straight edge européens revendiquant ouvertement leur appartenance au courant trotskiste à la fin des années 1980, à la scène US qui a répandu le véganisme à l'époque où les luttes animalistes étaient encore très marginales, en passant par une scène latino-américaine straight edge anti-impérialiste et ultrapolitique. Si en France, cette contre-culture a eu du mal à se structurer et se solidifier, depuis plusieurs années, une nouvelle génération de jeunes commencent à s'y investir.

Samedi 13 novembre 2021, à l'ESS'Pace dans le 13^e arrondissement de Paris aura lieu un festival de hardcore intitulé sobrement « *A World to Win* » (« Un monde à gagner »). Organisé par le fanzine *Time Is Now* qui a récemment interviewé notre camarade Manu Bichin et Arak Asso, ce festival s'est donné pour ambition de rassembler une partie des groupes de cette nouvelle génération de musicienEs. Au programme : des groupes français, italiens, belges, suisses et anglais. Le tout pour une douzaine d'euros à peine, permettant de payer les frais d'essence de chacun. La librairie La Brèche du NPA sera présente et a d'ailleurs contribué au zine (revue musicale) exclusif qui sortira pour le concert et dans lequel on retrouvera les interviews de tous les groupes présents ainsi que quelques chroniques de livres.

Hervé Heart

1 – Le straight edge est une culture interne au punk hardcore et à ses dérivés qui, tout en gardant l'aspect Do It Yourself et contestataire du punk, oppose au No Future et aux comportements autodestructeurs, une sobriété radicale qui exclut toute consommation de tabac, d'alcool ou autres drogues et valorise le partage, la solidarité, l'amitié, l'estime de soi, le sport et la musique.

Cinéma



Leur Algérie, de Lina Soualem

Documentaire, 1h12 min, sorti le 13 octobre 2021.

Aïcha et Mabrouk, mariés depuis plus de 60 ans, venus d'Algérie et vivant en Auvergne, ont décidé de se séparer. Lina, leur petite-fille, se plonge alors dans une phase documentée de questionnements et la quête d'une vérité, de l'histoire de cette famille, similaire à tant d'autres venues d'Algérie dans les années 1950, dans une urgence à capturer la mémoire de ses grands-parents. Lina Soualem cherche son Algérie à travers la leur. Le silence a régné pendant trop longtemps sur l'histoire familiale et cet exil. Et même si Aïcha (la grand-mère) se prête au jeu pour les besoins du film, les rires gênés la trahissent souvent, et illustrent bien le malaise de cette génération d'immigréEs.

La douleur du déracinement

On rentre directement dans l'intimité de cette famille, pleine de tendresse et de pudeur. Des valeurs

de la Méditerranée transposées au climat auvergnat, il n'est ici question que d'authenticité, les clichés n'ont pas leur place.

« *On est partis, celui qui part, il ne revient pas* » rétorque Mabrouk à la question de Lina lui demandant s'il regrette son départ d'Algérie. Derrière ce silence concernant l'exil Algérie-France, que Lina réussit à rompre à l'aide de sa caméra, durant ces trois années de tournage, se cache une douleur vive, celle du déracinement, de l'appartenance identitaire, géographique, territoriale.

On comprend ce que vivent des milliers de familles, venues d'Algérie mais aussi d'ailleurs. Elles ne se sentent plus appartenir au pays d'origine mais ne sentent pas pour autant appartenir au pays « d'accueil », une volonté de la réalisatrice de faire connaître son histoire familiale car, selon elle, leur mémoire intime doit pouvoir exister dans la mémoire collective.

Première, deuxième, troisième génération...

« *On est dans une société qui nous demande de choisir* », selon Lina. La réalisatrice expose le manque de transmission de l'histoire de la colonisation française en Algérie, on aborde peu cette question à l'école, comme pour effacer les origines de ces enfants d'immigréEs.

L'histoire algérienne est souvent traitée comme une histoire différente, mais elle est pourtant bien française. L'émigration vers la France fut un peu la double peine pour les immigréEs algériens : d'un côté l'arrachement douloureux aux racines de leurs origines, de l'autre l'exploitation par le travail, la stigmatisation et le racisme.

Les conditions de vie, d'accueil, de travail et de logement étaient très dégradées, et la mobilisation des ouvrierEs immigrés va commencer dans les années 1960-1970. Les

luttes de la main-d'œuvre ouvrière immigrée vont marquer l'histoire sociale en France.

Le slogan « *Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés* » a été repris dans beaucoup de manifestations de soutien à l'immigration et aux quartiers populaires. À la fin des années 1990, le Mouvement de l'immigration et des banlieues (mib) est allé plus loin en lançant le slogan « *Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout, on est chez nous !* »

Ce film était une nécessité pour Lina, il l'est tout autant pour l'histoire du peuple algérien.

Drass Teclès



La Fracture, de Catherine Corsini

Chaz Production, les films Le Pacte, 1h38, sorti le 27 octobre.

Le film tourne autour de quatre personnages principaux, quasi en huis clos, au service des urgences d'un hôpital du nord parisien, le soir d'une manifestation des Gilets jaunes. Et s'il débute comme une comédie

dramatique lors des premières scènes, on comprend, dès l'arrivée à l'hôpital, qu'il s'agit d'un témoignage, d'une fiction documentée sur l'état des hôpitaux. Corsini a fait le choix de ne pas prendre des acteurEs professionnels pour jouer le personnel soignant, afin de garder la justesse et la rigueur des gestes, pour ainsi ne pas focaliser sur leur technique (ce qui est souvent agaçant dans les films d'hôpitaux).

Prise de conscience sociale

À l'écran, apparaît la subtilité du personnage de Kim, infirmière (Aïssatou Diallo-Sagna, aide-soignante dans la vie), qui garde le courage de travailler tout en ayant perdu la foi dans le service public. Un couple de femmes, en crise et au bord de la rupture (Valéria Bruni-Tedeschi et Marina Foïs), basculent de leur univers de certitudes de gauche sans idéal au monde de l'urgence, l'urgence vitale de l'hôpital public, l'urgence sociale de celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de s'emparer de la rue. Le film, au montage qui donne un rythme très fluide, est une confrontation qui engendre une prise de conscience pour ces deux femmes (et pour les spectateurEs également). Le manifestant (Pio Marmai) est peut être le rôle pivot du film, puisque c'est lui qui révèle la « fracture » : celle entre les classes, entre un peuple et son gouvernement.

Drôle, émouvant, politique, ce film est, à la manière des films du réalisme Italien des années 1960, une vraie claque. À noter, fait non mineur, que l'autorisation de tournage de la scène de manifestation, prévue dans le 8^e arrondissement parisien, a été annulée par le préfet Lallemand cinq jours avant la date de tournage. La force d'un épisode politique se révèle lorsque le pouvoir cherche à le faire disparaître, y compris artistiquement.

Manue Mallet

